

Avis aux médias Media Advisory

Pour diffusion immédiate

Also available in English

UN GROUPE D'EXPERTS DEVANT LE PARLEMENT POUR DISCUTER DE LA RÉFORME DU RÉGIME CANADIEN D'ACCÈS AUX MÉDICAMENTS

OTTAWA, 20 octobre 2009 – Deux importantes organisations non gouvernementales présenteront au Comité sénatorial permanent des banques et du commerce les raisons pour lesquelles les sénateurs devraient rectifier le Régime canadien d'accès aux médicaments (RCAM). Le Régime, conçu pour faciliter l'exportation de médicaments abordables contre le VIH/sida et d'autres maladies vers des pays en développement, affiche de piètres résultats jusqu'à présent. L'organisme Médecins Sans Frontières illustrera les difficultés qu'il a connues lorsqu'il a tenté en vain d'utiliser le RCAM pour aider des patients qu'il traitait. Le Réseau juridique canadien VIH/sida expliquera la façon dont le projet de loi S-232 vise à simplifier la loi actuelle afin de la rendre plus conviviale et efficace tout en permettant au Canada de remplir ses obligations juridiques internationales.

ÉVÉNEMENT A : Conférence de presse
DATE : **Mercredi 21 octobre 2009**
HEURE : **De 11 h à 11 h 30**
LIEU : **Amphithéâtre de la presse Charles Lynch**
Salle S-130, édifice du Centre
Rue Wellington, Ottawa

ÉVÉNEMENT B : Présentation devant le Comité sénatorial
DATE : **Mercredi 21 octobre 2009**
HEURE : **De 16 h à 18 h**
LIEU : **Salle du Comité 9**
Édifice Victoria, 140, rue Wellington
Rue Wellington, Ottawa

PRÉSENTATEURS :

- **Richard Elliott**, directeur général, Réseau juridique canadien VIH/sida
- **Rachel Kiddell-Monroe**, conseillère, Campagne pour l'accès aux médicaments essentiels, Médecins Sans Frontières / Doctors Without Borders
- Autres représentants d'organisations non gouvernementales

Plus de 43 organisations, dont des organismes de lutte contre le VIH/sida, des organismes de développement international et de travail humanitaire, des groupes étudiants, des groupes de soins médicaux et d'autres groupes de la société civile appuient la simplification du RCAM afin que les personnes qui ont besoin de médicaments abordables dans les pays en développement puissent y avoir accès. Ces groupes demandent un changement parce que le Régime sous sa forme actuelle est inefficace; à preuve, il n'a été utilisé qu'une seule fois depuis sa création il y a cinq ans.

Vous trouverez plus d'information contextuelle à www.aidslaw.ca/rcam.

– 30 –

Personne-ressource :
Gilles Marchildon
Directeur des communications
Réseau juridique canadien VIH/sida
Téléphone : +1 416-595-1666, poste 228
Cellulaire : +1 647-248-2400
Courriel : gmarchildon@aidslaw.ca